



Conseil économique et social

Distr. limitée
26 avril 2012
Français
Original: anglais

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Vingt et unième session

Vienne, 23-27 avril 2012

Point 5 a) de l'ordre du jour

**Intégration et coordination de l'action de l'Office
des Nations Unies contre la drogue et le crime et
des États Membres dans le domaine de la prévention
du crime et de la justice pénale: ratification et application
de la Convention des Nations Unies contre la criminalité
transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant**

Albanie et Danemark*: projet de résolution révisé

Lutte contre la piraterie maritime, en particulier au large des côtes somalienne et dans le golfe de Guinée

La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale,

Rappelant ses résolutions 19/6 du 21 mai 2010 sur la lutte contre la piraterie maritime au large des côtes somaliennes et 20/5 du 15 avril 2011 sur la lutte contre le problème de la criminalité transnationale organisée en mer,

Rappelant également la résolution 66/181 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 2011, intitulée "Renforcement du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, surtout en ce qui concerne ses capacités de coopération technique", par laquelle l'Assemblée a réaffirmé l'importance de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant¹, principaux outils dont la communauté internationale disposait pour combattre cette forme de criminalité, appelé l'attention sur les nouveaux problèmes qui commençaient à se poser, comme la piraterie, la cybercriminalité, la maltraitance et l'exploitation des enfants, le trafic de biens culturels, les flux financiers illicites et le trafic illicite d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, et invité l'Office des Nations Unies contre la

* Au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, 2237, 2241 et 2326, n° 39574.



drogue et le crime à rechercher, dans le cadre de son mandat, les moyens de s'y attaquer,

Rappelant en outre que, dans cette résolution, l'Assemblée générale a engagé les États Membres à aider l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à continuer d'apporter une assistance technique ciblée, dans le cadre de son mandat actuel, pour mieux armer contre la piraterie maritime les États touchés qui en faisaient la demande, notamment en aidant les États Membres à mettre en place des services efficaces de détection et de répression et à renforcer leurs capacités dans le domaine judiciaire,

Soulignant la nécessité d'une réponse globale, qui tienne compte des facteurs socioéconomiques et autres, pour lutter contre la piraterie maritime et les vols à main armée commis en mer,

Tenant compte des conditions auxquelles la Somalie est confrontée, faisant que la piraterie nuit à ses efforts visant à établir une société plus juste et plus stable pour tous ses citoyens,

Notant que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a été chargé d'aider les États Membres à lutter contre la piraterie maritime au large des côtes somaliennes²,

Consciente du fait que la piraterie maritime et les vols à main armée commis en mer au large des côtes somaliennes et dans le golfe de Guinée présentent des caractéristiques différentes,

Préoccupée par la menace que font peser les actes de piraterie et les vols à main armée commis en mer dans le golfe de Guinée, et accueillant avec satisfaction les initiatives déjà prises par les États et les organisations de la région, dont la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Commission du golfe de Guinée et l'Organisation maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, pour renforcer la sécurité maritime dans le golfe de Guinée,

Consciente du rôle institutionnel que joue l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en fournissant aux États Membres qui en font la demande une assistance technique pour le renforcement de leurs capacités dans le secteur de la prévention du crime et de la justice pénale et pour l'application des conventions pertinentes des Nations Unies, dans le cadre de son mandat, en ce qui concerne la lutte contre la piraterie maritime,

Notant avec satisfaction l'action que mène l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en fournissant un appui pour la poursuite et la détention de personnes soupçonnées de piraterie et l'incarcération de personnes convaincues d'actes de piraterie dans les pays de la corne de l'Afrique, y compris conjointement avec l'Union européenne, dans le cadre du renforcement de l'état de droit, en consolidant le régime juridique, les capacités pénitentiaires et la réforme pénitentiaire en Somalie, et en décourageant la piraterie au moyen d'un programme

² [Conformément aux résolutions 1918 (2010), 1950 (2010), 1976 (2011), 2015 (2011), 2020 (2011) et 2036 (2012) du Conseil de sécurité, en date respectivement du 27 avril 2010, du 23 novembre 2010, du 11 avril 2011, du 24 octobre 2011, du 22 novembre 2011 et du 22 février 2012.]

de sensibilisation mené auprès de la population somalienne dans le cadre d'une approche plus large et cohérente de lutte contre la piraterie maritime,

Rappelant la résolution 66/177 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 2011, intitulée "Renforcement de la coopération internationale en vue de lutter contre les effets néfastes des flux financiers illicites résultant d'activités criminelles" et saluant l'action que mène l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour lutter contre les flux financiers illicites liés à la piraterie maritime, en s'employant à détecter, geler, saisir et, selon que de besoin, recouvrir les flux financiers illicites issus de la piraterie maritime, conduisant à la poursuite de ceux qui financent et organisent la piraterie maritime,

Notant le rôle joué par d'autres organisations et mécanismes, notamment l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et la Banque mondiale, dans la lutte contre les flux financiers liés à la piraterie maritime,

Notant également la mission dépêchée par le Secrétaire général sur la piraterie dans le golfe de Guinée, à laquelle a participé l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, pour évaluer la nouvelle menace que représentent la piraterie maritime et les vols à main armée commis en mer dans le golfe de Guinée et notant que l'Office fournira un appui aux efforts déployés par les pays de la région,

Ayant connaissance également du Fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les initiatives prises par les États pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes, dont l'objet est de prendre en charge le coût des poursuites judiciaires contre les personnes soupçonnées de piraterie et d'appuyer d'autres initiatives pertinentes de lutte contre la piraterie en collaboration avec d'autres partenaires, notamment la consolidation de l'assistance internationale visant à accroître les capacités pénitentiaires, la construction de prisons, la formation de personnel pénitentiaire aux normes internationales pertinentes en matière de droits de l'homme et le contrôle du respect de ces normes,

Gardant à l'esprit le rapport du Directeur exécutif sur la lutte contre la piraterie maritime au large des côtes somaliennes³, en particulier les conclusions et recommandations figurant aux paragraphes 72 à 74 de ce rapport, ainsi que les informations plus récentes figurant dans le rapport d'activité du Directeur exécutif sur les travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et sur la criminalité transnationale organisée⁴,

1. *Exprime sa vive préoccupation* devant les menaces et les problèmes que posent la piraterie maritime et les vols à main armée commis en mer au large des côtes somaliennes et dans le golfe de Guinée;

2. *Souligne* qu'il faut mener une action globale, efficace et coordonnée pour s'attaquer à ces menaces et problèmes et à leurs possibles liens avec d'autres formes graves de criminalité transnationale organisée, notamment au moyen d'enquêtes et de poursuites concernant les personnes soupçonnées de piraterie arrêtées en mer mais aussi quiconque incite à la commission d'un acte de piraterie ou la facilite intentionnellement, y compris les cerveaux des réseaux criminels de piraterie qui planifient, organisent, facilitent ou financent les attaques perpétrées par des pirates

³ E/CN.15/2012/18.

⁴ E/CN.15/2012/9.

ou en tirent profit ainsi qu'en prévenant le financement d'actes de piraterie maritime et le blanchiment de son produit;

3. *Souligne également* qu'il importe de renforcer les capacités des États touchés à procéder à des enquêtes, poursuites, incarcérations et, selon qu'il convient, rapatriements et transferts de délinquants, conformément au droit national et international en vigueur et prie l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de poursuivre ses efforts à cet égard;

4. *Apprécie* le rôle de chef de file du Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes propre à faciliter la coordination en vue de prévenir et de dissuader les actes de piraterie et de vols à main armée commis en mer au large des côtes somaliennes et d'y répondre, en coopération avec les États et les organisations internationales, ainsi que les contributions importantes des États qui agissent de manière indépendante pour lutter contre la piraterie maritime au large des côtes somaliennes;

5. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement et autres partenaires internationaux, selon qu'il convient, d'intensifier son travail d'appui à l'élaboration de lois nationales, d'accords et de mécanismes qui permettront de poursuivre efficacement en justice les personnes soupçonnées de piraterie et de transférer et d'incarcérer celles convaincues de tels actes;

6. *Engage* les États Membres à incriminer la piraterie maritime et les vols à main armée commis en mer dans leur droit interne;

7. *Encourage* les États Membres à continuer de coopérer entre eux, à l'aide des instruments bilatéraux ou multilatéraux pertinents et en vigueur aux fins de la coopération entre les services de détection et de répression, de l'entraide judiciaire et de l'extradition, notamment la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée⁵ et les Protocoles s'y rapportant et la Convention des Nations Unies contre la corruption⁶;

8. *Prend note avec satisfaction* des contributions versées par les États participants et d'autres partenaires au programme de lutte contre la piraterie de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, dont le financement a sensiblement augmenté depuis 2009;

9. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de continuer de fournir une assistance technique aux États Membres touchés qui le demandent pour renforcer leurs capacités à lutter contre la piraterie maritime et les vols à main armée commis en mer;

10. *Invite* les États Membres et les autres donateurs à fournir des ressources extrabudgétaires aux fins de la présente résolution conformément aux règles et procédures de l'Organisation des Nations Unies et à soutenir l'action que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime mène dans le domaine de la lutte contre la piraterie maritime, dans le cadre de son mandat, notamment au moyen de son Programme mondial contre le blanchiment d'argent, le produit du crime et le financement du terrorisme utilisé pour suivre les flux financiers illicites, de ses

⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vols. 2225, 2237, 2241 et 2326, n° 39574.

⁶ Ibid., vol. 2349, n° 42146.

programmes régionaux pertinents, du Fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les initiatives prises par les États pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes et d'autres activités connexes d'assistance technique bilatérale;

11. *Prie* le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de lui présenter à sa vingt-deuxième session un rapport sur l'application de la présente résolution, et de continuer d'organiser des séances d'information régulières sur ces thèmes à l'intention des États Membres.
